

Les décideurs économiques optimistes et favorables aux mesures en faveur du climat, mais des Français plus inquiets, pessimistes et réticents

Pour la 19^{ème} année consécutive, l'ADEME publie son enquête sur les représentations sociales de l'effet de serre et du changement climatique. A quelques jours de la 24^{ème} Conférence climat (COP24), ce baromètre constate l'évolution des préoccupations des Français et des dirigeant.e.s d'entreprise face aux enjeux environnementaux.

Les décideurs économiques plébiscitent les politiques publiques en faveur du climat

Les dirigeant.e.s d'entreprise sont de plus en plus favorables à la mise en œuvre de politiques publiques en faveur du climat. Ils acceptent les mesures, y compris les plus coûteuses et contraignantes, même si elles visent spécifiquement les entreprises. En effet, toutes les mesures proposées dans le cadre du baromètre dépassent 84% de « très ou de plutôt favorable » :

- **91% des dirigeants d'entreprises sont d'accord pour que l'accès au financement** des entreprises tienne compte de leurs performances climat;
- **90% pour généraliser les obligations de reporting** environnemental des entreprises ;
- **89% pour renforcer la réglementation** sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) y compris à l'international ;
- **88% pour moduler la fiscalité** en fonction de l'impact carbone de l'activité des entreprises ;
- **85% pour généraliser l'affichage de l'impact environnemental** des biens de consommation,
- **84% pour instaurer un prix élevé du carbone** pour réduire les émissions de GES afin de limiter le réchauffement global à 2 degrés.

Cependant, **la lourdeur administrative représente le premier frein à l'engagement** (pour 35% des dirigeant.e.s d'entreprise), avant l'idée que l'Etat intervient déjà trop dans la vie économique (pour 19%). 17% des décideurs économiques mettent en avant la nécessaire prise en compte d'autres urgences qui s'avèrent plus stratégiques pour l'entreprise et 12% pointent le manque de visibilité en raison de l'instabilité réglementaire. En comparaison, les raisons les moins citées par les dirigeant.e.s économiques sont l'absence de marges de manœuvre pour s'adapter à ces mesures (8%) ainsi que les distorsions de concurrence et les pertes de compétitivité associées que cela pourrait induire pour 7% d'entre eux.

Au regard des taxes qui touchent l'ensemble de la population et plus seulement les entreprises, 69% des décideurs sont favorables à l'augmentation de la taxe carbone. **79%**

plébiscitent la mise en place d'une taxe supplémentaire sur les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre, et **66%** des sondés acceptent la taxation accrue du transport aérien.

En ce qui concerne **les obligations réglementaires** concernant l'ensemble de la population, **82%** des chefs d'entreprise sondés **considèrent comme importante l'obligation des propriétaires à rénover et à isoler les logements** lors d'une vente ou d'une location et **75% se disent d'accord pour qu'une offre de menu végétarien, biologique et/ou de saison devienne obligatoire** dans la restauration collective publique.

Les décideurs économiques restent optimistes puisque **56% d'entre eux pensent que le changement climatique sera limité à des niveaux acceptables** d'ici à la fin du siècle. Ils sont 48% à penser que les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles (si le changement climatique continue) et aussi nombreux à considérer que la France s'adaptera sans trop de mal au changement climatique.

Les Français sont quant à eux toujours inquiets et pessimistes face aux enjeux environnementaux

Les Français estiment le changement climatique comme la première préoccupation environnementale, à égalité en 2018 avec la dégradation de la faune et de la flore (**22%**). La pollution de l'air complète le podium (**18%**).

Les Français sont particulièrement pessimistes en matière de climat. **63%** des interrogés considèrent que les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles si le changement climatique continue en France. **82%** pensent que leur territoire sera contraint de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Enfin, **58%** imaginent que le changement climatique atteindra des niveaux inacceptables d'ici à la fin du siècle.

Une tendance au désengagement au sein de la population, tempérée par des comportements de consommation plus responsables

Face aux enjeux climatiques, **un Français sur deux considère la modification de nos modes de vie comme prioritaire.** 20% comptent sur les réglementations des États au niveau mondial, 1 sur 10 parie sur le progrès technique. Enfin, **17%** des Français sont fatalistes, à tel point qu'**ils pensent qu'il n'y a plus rien à faire** – ce qui représente une augmentation de 10 points depuis 2006 et **un record historique.**

Bien que les Français attendent des actions de la part des autorités publiques à toutes les échelles de gouvernance, ils acceptent moins qu'avant les mesures de politique publique en faveur du climat. Alors qu'ils étaient respectivement **69%** et **55%** à être d'accord pour **taxer les véhicules les plus émetteurs et pour la taxe carbone en 2017**, ils ne sont plus que **59%** et **48%**. En 2018, **65%** acceptent **l'obligation des propriétaires à rénover et à isoler les logements** lors d'une vente ou d'une location, **en baisse de 7 points sur un an.** Ces baisses importantes contrastent avec les très forts niveaux d'acceptation de la part des dirigeants économiques. Néanmoins, une majorité de Français sont prêts à changer s'ils jugent que l'effort

est partagé de façon juste entre tous les membres de la société (77%) et ils sont 39% à souhaiter être associés aux décisions.

Un peu plus de la moitié des interrogés perçoivent désormais le changement de leurs habitudes comme une contrainte, une autre petite moitié la perçoit comme une opportunité. D'ailleurs, une partie de la société, significative mais encore minoritaire, s'engage dans des pratiques de consommation plus responsables :

- **47%** déclarent consommer moins,
- **45%** limitent la consommation de viande dans leur foyer,
- **34%** optent pour des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement, un pourcentage en nette augmentation depuis 2016.

Comment a été menée cette enquête ?

- L'édition 2018 du baromètre, 19^e du genre, interroge pour la première fois les décideurs économiques, en plus du grand public. L'administration du questionnaire se fait en ligne depuis 2013.
- L'échantillon des décideurs économiques se compose de 505 dirigeant.e.s d'entreprises de 50 salarié.e.s et plus, constitué selon la méthode des quotas au regard des critères de taille d'entreprise, excluant les directeur.trices du développement durable.
- L'échantillon grand public regroupe 1557 personnes représentatives de la population française, âgées de 15 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.
- L'étude de terrain a été réalisée par l'institut Opinion Way pour l'ADEME, du 3 au 18 juillet 2017 pour le grand public et du 6 au 26 juillet 2018 pour les décideurs économiques.

Pour aller plus loin :

- [Résultats complets du Baromètre 2018 « Représentations sociales du changement climatique »](#)
- [ADEME & Vous : La lettre Stratégie n° 55 « Les français et l'environnement »](#)

**Service presse de l'ADEME :
01 58 47 81 28 / ademepresse@havas.com**

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale. L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les économies de matières premières, la qualité de l'air, la lutte contre le bruit, la transition vers l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire. **L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.** www.ademe.fr / [@ademe](#)